



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} décembre 2012
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquante et unième session

6-15 février 2013

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : promouvoir l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

Déclaration présentée par SustainUS, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

Malgré les efforts actuellement déployés par les États Membres et les organisations internationales, la pauvreté extrême et les profondes inégalités demeurent, à l'échelle de la planète, des problèmes pressants. Selon de récentes estimations de la Banque mondiale, un milliard de personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté (1,25 dollar par jour) en 2010. Et la montée du chômage signifie que des millions d'enfants vont chaque soir se coucher sans avoir mangé. Qui plus est, les jeunes ne parviennent pas à s'extraire de la pauvreté parce que leurs compétences ne correspondent souvent pas aux besoins des marchés mondiaux ou parce qu'il n'y a pas de travail. Pour compliquer encore la situation, avec les mutations radicales du paysage géopolitique, il devient encore plus problématique de fournir de l'eau, de la nourriture et des services de base à une population en augmentation, notamment dans les pays en développement, où les enfants et les jeunes sont les plus touchés par la précarité des conditions de vie.

Il faut promouvoir la création d'emplois productifs, favoriser le travail décent, encourager les systèmes de gouvernance participative et soutenir le développement durable. Il faut aussi améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté en investissant davantage, grâce à des politiques intersectorielles, dans l'agriculture, le développement rural, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

Des experts ont également observé qu'il fallait s'attaquer non seulement à la pauvreté extrême, mais aussi à la vulnérabilité et aux inégalités sociales résultant de la mondialisation. Bien que les frontières ne soient pas les seuls facteurs influençant le bien-être des citoyens, la circulation des capitaux, des marchandises, des technologies et des connaissances met souvent à mal la capacité des ménages à satisfaire leurs besoins essentiels.

Sans programmes de transferts sociaux de base au service de l'éducation, de la santé et d'une alimentation appropriée, les citoyens ne peuvent être productifs. Les États Membres devraient s'efforcer de privilégier les modèles participatifs lorsqu'ils élaborent des politiques d'action sociale. L'équité intergénérationnelle et la participation de tous sont les éléments constitutifs d'un avenir viable, et à cet égard il est particulièrement important de prendre en compte les jeunes et les enfants.

Nous sommes conscients de l'ampleur des difficultés que nous venons de décrire et des problèmes complexes liés à la mise en œuvre de programmes permettant d'y faire face, mais nous exhortons cependant les États Membres à définir des politiques qui servent les objectifs ci-après :

- Une croissance sans exclusive permettant à chacun de subvenir dignement à ses besoins et d'avoir un niveau de vie décent, le bien-être des enfants étant à cet égard un indicateur de résultats important;
- La diminution du chômage des jeunes grâce à la création d'emplois verts, avec en particulier des programmes d'éducation et de formation professionnelle adaptés aux situations locales et axés sur le développement durable, l'expansion du financement initial des jeunes entrepreneurs, et la mise en place des socles de protection sociale pour ceux qui ont été frappés par la récente crise économique;

- La fourniture d'eau et de nourriture en quantité suffisante pour tous, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement, face au problème de plus en plus préoccupant des pénuries d'eau et de la volatilité des prix des denrées alimentaires, ainsi que la nécessité d'une nutrition appropriée et non d'un simple apport calorique;
- La santé, garante du meilleur bien-être physique, mental et social possible. Les pouvoirs publics et les organisations régionales doivent s'intéresser non seulement aux maladies infectieuses, mais aussi au fardeau croissant des maladies non transmissibles. Il faut de surcroît renforcer les systèmes de santé partout dans le monde pour lutter contre les maladies;
- La sécurité humaine afin d'éliminer la violence, en particulier celle qui a trait à l'absence de liberté de parole et de religion et aux violences sexistes. Les États Membres et les décideurs devraient élaborer des instruments permettant de combler le fossé qui existe actuellement entre l'insécurité humaine et le développement, en encourageant le respect des accords en matière de droits de l'homme et en mobilisant les États fragiles;
- L'égalité entre les sexes, pour que les femmes participent autant que les hommes à la vie de la société et en tirent le même profit. La contribution des femmes est fondamentale pour développer l'économie et sortir les familles de la pauvreté; les États Membres devraient donc promouvoir l'autonomie physique et économique des femmes dans la société, ainsi que leur capacité à prendre des décisions, notamment en matière de sexualité et de procréation;
- L'accès à l'information et des politiques gouvernementales ouvertes qui associent les différentes parties prenantes à l'élaboration des mesures de lutte contre la pauvreté. Les citoyens devraient pouvoir exercer leurs droits civils et politiques et tenir leurs gouvernements comptables de leurs actes;
- La gestion durable des ressources naturelles. En s'appuyant sur les conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement, les États Membres devraient intégrer l'écologie dans leurs programmes économiques et sociaux et leurs programmes pour les droits de l'homme. Bien que les objectifs du développement économique et social entrent parfois en conflit avec la viabilité environnementale, ils doivent pouvoir coexister dans le nouveau système économique garant d'un avenir viable;
- Des objectifs de développement durable qui tiennent compte des nouveaux défis du développement social et cherchent à corriger les déséquilibres affectant la participation à la société civile, l'égalité économique et la qualité de vie;
- Une gouvernance mondiale réactive aux nouvelles menaces. Les récentes crises humanitaires en Syrie et en Libye, ainsi que l'incapacité des États Membres à trouver des accords globaux aux négociations de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ont mis en lumière l'inefficacité des institutions internationales. Les États devraient s'attacher à remédier à certaines défaillances de l'économie mondiale, qui constituent de formidables obstacles au développement, et promouvoir l'intégration des institutions existantes en vue d'une utilisation efficace des ressources économiques.